

## SOMMAIRE

P.1. Edito. Calendrier

P.2-3. grève du 1er février

P.4. CPGE / DHG / l'actu des bahuts

### Carrières, réunions et stages syndicaux

**CAPA rendez-vous de carrière** : le 02/02

**Liste d'aptitude au corps des agrégés** jusqu'au 25/01

**Stage Animer un S1/ comprendre la DHG** mardi 23/01 Arcueil

**Stage AESH** jeudi 01/02 Arcueil

**Comprendre la nouvelle classe EX** lundi 11/03 en hybride

**Congrès élections internes** : du 24/01 au 7/02 dans les S1

**commissions préparatoires** : 5 et 6/02 Arcueil

**Congrès académique** : jeudi 29/02 et vendredi 01/03 au lycée Buffon



## Lettre ouverte à Monsieur le Recteur de l'Académie de Paris

Monsieur le Recteur

Les propos de Mme la Ministre de l'Éducation ont profondément choqué la communauté éducative, et particulièrement dans notre académie, puisque c'est à Paris que Mme la Ministre a retiré ses enfants du public pour les mettre dans le privé pour qu'ils y trouvent « *sécurité* », « *fondamentaux* », « *amis* » et ne subissent plus « *des paquets d'heures perdues* ». Sans revenir sur le fait que le manque de remplaçants, titulaires formés, est du fait de la politique de la majorité présidentielle qui n'a eu de cesse de retirer des moyens au second degré, nous souhaitons que vous rectifiez l'image qui est donnée de nos établissements publics parisiens, et en particulier des collèges Prévert et Montaigne dans lesquels auraient pu être scolarisés les enfants de Mme la Ministre. Le SNES-FSU Paris apporte tout son soutien aux collègues de ces établissements qui se sentent méprisés, et plus globalement à toutes les écoles et tous les établissements publics gravement dénigrés par Mme la Ministre de l'Éducation nationale.

Les élèves parisiens sont en sécurité dans nos collèges et lycées publics, il y trouvent un enseignement de qualité, et ce grâce au dévouement des équipes éducatives et malgré les baisses de moyens dont ils sont victimes, ils s'y font des amis, et de tous milieux sociaux, contrairement aux établissements privés qui accueillent quasi exclusivement des familles très favorisées, ils y développent leur esprit critique par le travail continu contre les discriminations et l'obscurantisme qui y est mené.

Ne pas assumer de contribuer au séparatisme ne doit pas entraîner Mme la Ministre à dévaloriser les établissements publics.

Monsieur le Recteur, le SNES-FSU Paris sollicite de votre haute bienveillance que le rectorat se dissocie des propos extrêmement graves et calomnieux de Madame la Ministre.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Recteur, en notre attachement au service public d'éducation.

**Thomas Baniol, Nathalie Dehez, Ketty Valcke, co-secrétaires généraux du SNES-FSU Paris**

**SALAIRES, POSTES, CONDITIONS DE TRAVAIL : l'Education est en danger**  
**Toutes et tous en grève le 1<sup>er</sup> février**

# Pour nos salaires, pour nos conditions de travail, en grève le jeudi 1er février

## Salaires : le dossier n'est pas clos !

Les mesures de 2023 n'ont même pas permis de rattraper les pertes de pouvoir d'achat de ces 15 dernières années. La prime d'attractivité conduit à un aplatissement de nos carrières : **il faut 17 ans pour gagner 400 euros de plus**. Par ailleurs, le ministère fait de la classe exceptionnelle un système opaque et arbitraire dans lequel aucune contestation n'est possible. Enfin l'**arnaque du Pacte** est confirmée : attaque contre le statut, charge de travail sans revalorisation et illusion du remplacement.

### Le SNES-FSU exige :

- ▶ l'**abandon du Pacte** et le transfert des sommes prévues sur des mesures sans

## Conditions de travail : alerte !

**Classes surchargées, vies scolaires sous tension, inclusion sans moyens suffisants...** le quotidien des personnels est rendu impossible par les choix politiques. Pour la rentrée 2024, aucune création de postes de CPE ou d'AED ! Quant aux créations d'emplois d'enseignant-es, elles sont orientées vers la mise en place des lubies ministérielles dans le cadre du choc des savoirs : des groupes de niveaux qui sont un leurre et ne permettront pas de sortir des difficultés que les personnels rencontrent au quotidien pour faire réussir tous les élèves.

### Le SNES-FSU exige :

- ▶ une **diminution des effectifs dans les**

contreparties.

- ▶ une **augmentation immédiate de 10 % du point d'indice** et un plan pluriannuel de rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et une revalorisation des carrières.
- ▶ une augmentation des salaires des AED et des AESH et un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH.

**classes** : pas plus de 24 élèves par classe en collège (20 en Éducation prioritaire), 25 élèves par classe en seconde et pas plus de 30 en 1ère/terminale.

- ▶ des **créations d'emplois** à hauteur des besoins avec un plan pluriannuel de recrutement (il faut 11543 emplois pour retrouver le taux d'encadrement de 2017).

### **Nous faisons l'École, faisons-nous entendre !**

- ⊗ Notre quotidien : les classes les plus chargées d'Europe, des classes sans professeurs, des AESH toujours dans la précarité, des vies scolaires seules face au fléau du harcèlement en milieu scolaire...et pourtant, nous tenons l'École publique au quotidien.
- ⊗ Le discours du ministre : un projet passésiste et conservateur (uniforme, choc des savoirs), des annonces médiatiques hors-sol...
- Nous faisons l'École, exigeons des personnels mieux payés, respectés, protégés, des conditions de travail et d'étude améliorées.

**A l'appel de la FSU, la FNEC-FP FO, la CGT Educ'action et SUD éducation  
Toutes et tous en grève le jeudi 1er février !**

## CPGE Non aux fermetures, attention aux expérimentations !

Le rectorat a annoncé pour la rentrée 2024 la fermeture de quatre classes préparatoires (une Eco ECG à Decour, l'ATS bio de P-G. de Gennes, l'hypokhâgne de Lamartine et une khâgne à Chaptal), sous prétexte d'effectifs insuffisants et de redéploiement de moyens en faveur de la mixité sociale et scolaire dans le post bac.

Pourtant, ces classes font quasiment le plein et le taux de boursiers y est relativement élevé. La nouvelle a suscité l'opposition et la forte mobilisation des élèves et des collègues, organisée avec le SNES-FSU en intersyndicale et appuyée par les associations de la Conférence des classes préparatoires.

Plus largement, c'est le pilotage de la carte des CPGE au niveau ministériel qui est ici remis en question au profit de l'échelon rectoral, ouvrant la voie à la dérégulation et à l'expérimentation au jugé. L'ouverture d'un dispositif nouveau, la CPPE (classe préparatoire pour le professorat des écoles) au lycée Henri IV est censée montrer un souci de mixité en formant de futurs enseignants de maternelle et d'élémentaire au sein d'un lycée prestigieux. Mais, outre le fait que ces heures seront prises sur la DHG du lycée et qu'une telle structure concurrence l'Inspé, cela n'efface pas la fermeture de formations post bac d'excellence et gratuites que sont les CPGE menacées.

## L'actu des bahuts Fermeture de classes au collège Jacques Decour



Les collègues ont appris lors d'un CA extraordinaire les fermetures importantes que subirait leur établissement : deux classes de 6<sup>e</sup>, deux classes de Seconde et une CPGE. L'argument ? Diminuer drastiquement les effectifs pendant les travaux. Mais quid de l'avenir de l'établissement, de la diversité de son offre, du devenir des collègues ?

Les personnels ont été laissés dans l'ignorance par les administrations, et se retrouvent mis devant le fait accompli : lors des nombreuses réunions préparatoires à la rénovation, la possibilité d'une fermeture totale ou partielle n'a jamais été évoquée. Si l'on ne connaît pas le déroulé des phases de travaux, il est certain qu'ils ne débiteront pas avant la rentrée 2025.

Le problème s'inscrit plus largement dans la politique de fermeture de structures dans notre académie : 40 classes de 6eme ont déjà été fermées à la rentrée 2023. Ces fermetures s'avèrent très supérieures à la baisse démographique prétextée, et

ont eu pour effet une surcharge des effectifs dans les classes, et l'affectation d'élèves hors secteur. À la rentrée 2024, les fermetures de classe continuent, notamment en collège, et à brève échéance le rectorat envisage la fermeture d'établissements entiers, sans préciser lesquels.

La mobilisation des collègues de Jacques Decour avec leur section SNES-FSU (communiqués, audiences, grève le 21 décembre et préavis pour les 15 et 16 janvier) a permis d'obtenir le maintien de deux 6<sup>e</sup> à la rentrée 2024.

De façon générale, le SNES-FSU Paris s'oppose aux fermetures de classes et exige une information des collègues très en amont pour tout projet de ce type, avec notamment les mesures envisagées pour leur réaffectation. Toutes les fermetures de structures ont en outre une influence sur la mobilité, bloquant les possibilités de mutations intra pour tous les collègues de l'académie.

À Decour et partout, refusons les fermetures de classes et les suppressions de postes. La baisse démographique qui touche notre académie et notamment le niveau collège est une opportunité. D'une part, elle devrait permettre de réduire enfin des effectifs qui sont parmi les plus chargés de l'OCDE, pénalisent nos élèves et détériorent gravement nos conditions de travail. D'autre part, elle est à relativiser au vu du nombre d'élève des collèges privés et devrait plutôt être l'occasion d'une offensive de l'Ecole publique pour ramener en son sein des élèves souvent issus d'un milieu bien plus favorisé. Voilà la véritable solution dont nous avons besoin.